

# LA COMMUNE DE PARIS

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.  
Agriculture, Industrie.SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.  
Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'administration, passage de l'Entrepôt-du-Maraais, 4.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DU MARAIS,

pass. de l'Entrepôt, 4.

1 an, 6 mois, 3 mois.

Paris. . . . . 24 12 7

Départements. 36 18 10

Étranger. . . . . 48 24 13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.MAINTIEN DE LA FAMILLE ET  
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.  
DROIT AU TRAVAIL.

Toutes les demandes d'abonnement pour la province doivent être accompagnées d'un mandat sur la poste.

## AVIS.

Depuis notre réorganisation, nous adressons notre feuille à tous les journaux. — Nous prions de faire l'échange.

Les réclamations des anciens abonnés doivent être accompagnées d'une pièce justifiant la validité de leur abonnement.

## SOMMAIRE.

Liste des candidats de la Commune de Paris. — Aux républicains démocrates et socialistes. — A l'armée : Lettre du citoyen sous-lieutenant de La Pierre ; Soldats et ouvriers vous êtes frères ; le vrai et le faux peuple. — Au comité du peuple : Sur le cumul des fonctions. — Louis Blanc : ses accusateurs ; son crime ; il sera condamné, car le peuple s'est réveillé. — L'espionnage du citoyen Sobrier : Un certificat de civisme délivré par le citoyen Fournier Saint-Amand. — Attentat du 24 février : Réquisitoire des procureurs du roi Delangle et Boucly contre les députés Lamartine, Marie, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin, Arago, Crémieux, Portalis. — Le 31 mai : Les socialistes proscrits. — C'est bien heureux. — Les gardiens de Paris transformés en mouchards. — Un fonctionnaire déporté sous prétexte d'avancement. — Correspondance. — Actes officiels. — Revue des journaux. — Etc.

## LISTE DES CANDIDATS

DU JOURNAL LA COMMUNE DE PARIS.

On nous envoie une liste arrêtée par les corporations d'ouvriers, les ateliers nationaux, les gardes mobile, républicaine, et la plupart des clubs démocratiques. — Cette liste, faite dans le but de réunir tous les suffrages des démocrates sur un certain nombre de noms, nous l'acceptons parce que nous croyons que, plus qu'aucun, nous devons marcher fraternellement unis. Nous enlevons un seul des onze noms de cette liste et nous le remplaçons par celui que nous voudrions avant tous les autres voir sortir de l'urne électorale, parce que nul, selon nous, n'a plus aimé le peuple que Sobrier ; nul n'a plus travaillé à donner au peuple le bien-être moral et le bien-être physique qui lui sont dus. Voici donc la liste que nous recommandons à tous nos amis et à tous les partisans sincères de la République démocratique et socialiste :

<b>Sobrier.</b>	<b>Ch Lagrange.</b>
<b>Caussidière.</b>	<b>Raspail.</b>
<b>Pierre Leroux.</b>	<b>Adam, cambreur.</b>
<b>Proudhon.</b>	<b>Mallarmet, monteur</b>
<b>Kersausie.</b>	<b>en bronze.</b>
<b>Thoré.</b>	<b>Savary, cordonnier.</b>

Aux Républicains démocrates et socialistes.

Frères,

Dimanche, vous déposerez dans l'urne vos bulletins. Instruisez-vous avant de voter ; — surtout soyons unis ; que les noms des patriotes éprouvés qui doivent nous représenter soient arrêtés à l'avance.

Une première fois nous avons échoué : nous n'avions pas su nous entendre ; nous nous croyions maîtres de la situation. Plusieurs n'ont pas voté, plusieurs n'ont pas su sacrifier leurs sympathies au triomphe de la sainte cause de la démocratie.

Dimanche, votons tous, et sur tous les bulletins écrivons les mêmes noms.

## A l'armée.

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, 27 mai 1848.

A Monsieur le rédacteur de la Commune de Paris.

Monsieur,

Dans votre numéro de ce matin vous ne craignez pas d'avancer que des agents embauchent l'armée pour un coup de main en faveur de la Régence. Vous parlez de la joie des réactionnaires, c'est votre mot favori, en voyant rentrer les troupes dans Paris.

De pareilles assertions ne peuvent rester sans réponse, monsieur. Une fois déjà je me suis fait l'interprète de mes camarades pour repousser les calomnies du citoyen Blanqui, votre ami. Les nombreux témoignages de sympathie que cette initiative m'a valu, m'encouragent à poursuivre la tâche de défendre notre honneur contre vous qui, sans titre, sans délégation d'aucun corps de l'armée, osez écrire en tête de votre journal *Moniteur de l'armée*.

— Vous êtes le moniteur de certains clubs, monsieur, chacun sait lesquels ; mais quant à nous, nous repoussons énergiquement votre prétention : non, vous n'êtes pas notre interprète ; votre langage vous trahit, vous êtes notre ennemi, car vous nous calomniez. — On embauche des mercenaires, monsieur, mais non pas une armée nationale. Nous sommes avant tout, pardessus tout, les hommes de la France ; ni vous, ni d'autres ne feront de nous les instruments d'un parti.

Il faut une bonne fois en finir avec vos assertions, monsieur ; nous vivons à l'époque des situations franches ; écoutez donc notre profession de foi : elle sera brève, nous ne prétendons pas au beau langage : l'éloquence du soldat, c'est l'action ; son mobile, c'est le dévouement.

Chaque citoyen pouvant exprimer son opinion par son vote, propager ses doctrines par la presse et par la parole, jouit de toute l'influence légitime à laquelle il a droit. — L'Assemblée nationale est l'expression de la souveraineté du peuple : elle sort du vote de tous. — Or, comme citoyens, nous avons par notre vote contribué à sa formation : après l'exercice d'un droit vient pour nous, comme soldats, l'accomplissement d'un devoir, celui de défendre l'Assemblée contre les attentats d'une minorité sans racines, sans influence réelle dans le pays. — Avec le concours de la garde nationale, nous saurons vous interdire tout appel à la violence, sachez-le bien, et vous réduire à n'employer que les voies légitimes de la propagande pacifique.

Cette profession de foi était presque inutile, monsieur, vous savez à quoi vous en tenir depuis longtemps sur notre opinion au sujet de vos doctrines. — De là vos colères, de là vos insinuations calomnieuses.

Un mot encore : — Vous cherchez à raviver des plaies douloureuses ; vous nous traitez en vaincus de février : on n'est pas vaincu quand on n'a pas combattu, monsieur. — Vous devriez apprécier le motif qui a fait tomber les armes de nos mains, si vous aimiez réellement votre pays.

L'accueil fraternel que nous a fait le peuple, le vrai peuple, la garde nationale enfin, a cicatrisé des blessures saignantes encore, nous l'avons vu, jusqu'au jour de notre retour triomphant au milieu de nos frères de Paris. — Ces blessures, il ne vous sera pas donné de les rouvrir. — Vous ne parviendrez pas même à exciter notre colère : nous resterons calmes, parce que nous sommes forts et surtout parce que notre seule passion est l'amour du pays, notre seule antipathie une aversion profonde pour des ambitieux anarchiques, auxquels nous saurons

opposer sans hésitation l'épée que la France nous a confiée.

Veuillez, Monsieur, agréer mes salutations,

E.-H. DE LA PIERRE,

sous-lieutenant de chasseurs à cheval.

Je vous prie d'insérer cette lettre, à moins que vous ne trouviez, ainsi qu'on le prétend, plus facile d'avoir raison en parlant seul à vos lecteurs. Vous nous avez attaqué, nous laissons votre conscience juge du droit que nous avons de vous répondre.

La plupart de ces réclamations signées ont, de la part des officiers et des fonctionnaires publics, un motif qu'il est facile de saisir. Nous pourrions citer plus d'un officier supérieur qui, sous le dernier règne, a fait son chemin dans l'armée, en combattant... *la mauvaise presse*. Comme nous voulons du bien, même à nos adversaires, nous souhaitons que la présente lettre, insérée dans nos colonnes républicaines, serve à l'avancement de M. le sous-lieutenant de La Pierre.

Nous nous embarrasserons peu de répondre à des lieux communs sans valeur, que ne rehausse même pas la dignité du langage. Notre correspondant pourrait laisser aux écrivains de l'Assemblée nationale le soin d'injurier les républicains ; ces messieurs s'en acquittent beaucoup mieux que lui : c'est une justice à leur rendre.

Nous dirons seulement un mot à l'armée. Le soldat ne peut être l'ennemi de l'ouvrier, pas plus que l'ouvrier n'est l'ennemi du soldat. Tout conflit entre le peuple et l'armée serait le résultat d'un malentendu déplorable. Sous la blouse, comme sous l'uniforme, c'est le même cœur qui bat. L'armée se recrute incessamment dans la classe des travailleurs. Le soldat était ouvrier hier ; il le redeviendra demain. Les intérêts de la classe laborieuse sont donc aussi les intérêts des hommes que la loi retient momentanément sous les drapeaux.

Cette solidarité est généralement comprise du soldat intelligent, que la pratique de l'exercice et de la discipline militaire n'a point réduit au rôle de machine. Depuis le 15 mai, l'attitude de la troupe de ligne contraste singulièrement avec celle de la garde bourgeoise. Autant celle-ci déploie une fureur aveugle, autant celle-là demeure calme et réservée sous les armes. Le soldat comprend que son rôle est celui de médiateur armé.

Quelques officiers brouillons, qui désirent se faire remarquer, voudraient donner à la troupe une figure agressive. L'exemple de Bugeaud et de quelques autres matamores qui sont montés aux grades supérieurs de l'armée, pour s'être appuyés sur la faveur de la classe bourgeoise, les tente singulièrement. Mais, nous doutons que le soldat soit disposé à servir l'outrecuidance de ces officiers de fortune. Le militaire a trop de bon sens pour ne pas reconnaître au zèle simulé de quelques-uns de ses chefs le piège atroce qui lui est tendu. On veut le lancer contre le peuple pour faire un marche-pied de ca-



davres à l'intrigue et à l'égoïsme de certains officiers, dont l'orgueil malade s'excite par la perspective d'une guerre civile. Malheur à ces ambitieux qui ramasseraient leurs épaulettes dans le sang des citoyens !

Le caractère avancé de notre civilisation a fait justice, depuis longtemps, de cette exagération et de cette jactance militaires. Tel n'est pas, nous le répétons, l'esprit de l'armée. Le soldat a, au contraire, des mœurs douces et conciliatrices qui lui viennent du progrès même des lumières. On a beau le séquestrer de la population, il participe malgré tout à l'intelligence des masses. Fidèle à son mandat, fidèle à ses devoirs, il protège l'ordre public par la force et non par la violence.

Loin de lui l'idée absurde et intolérable qu'on prête au soldat de partager la population en deux classes. Suivant le langage très peu démocratique de l'auteur de la lettre qu'on vient de lire, il y aurait deux peuples : l'un vrai et l'autre faux. Le vrai peuple serait la garde bourgeoise, le faux peuple serait l'ouvrier. Cette distinction entre l'uniforme et la blouse, qui mettrait hors la loi les trois quarts des habitants de Paris, nous paraît monstrueuse. Elle est jugée telle par le soldat qui ne voit, j'en suis sûr, dans tous les citoyens que des frères. Il n'existe pour lui ni peuple vrai, ni peuple faux ; il y a une grande famille, dont la troupe sauvegarde les intérêts par une surveillance armée.

On feint de méconnaître nos intentions et la portée toujours socialiste de notre langage, quand on dit que nous regardons les soldats comme des vaincus de février. Le système militaire qui gouvernait la ville pendant les trois jours de la Révolution a été défilé ; mais les hommes n'ont pu être humiliés par cette déroute ; car ce n'est point déposer les armes que de les remettre entre les mains de la patrie.

Les vaincus de l'armée sont ces chefs connus sous le nom de républicains du lendemain, qui étaient tous leurs projets de fortune et d'avancement sur le régime de la veille. Ils cherchent maintenant des voies détournées pour se rallier à la réaction. Ce chemin aujourd'hui est tout trouvé ; les monarchistes qui veulent être bien vus du gouvernement républicain n'ont qu'à manifester publiquement une aversion féroce contre les ambitieux anarchiques. Nous leur indiquons cette recette, fussent-ils l'exercer contre nous, si l'instinct de parvenir ne la leur avait déjà révélé.

Quant à l'épée confiée par la France, c'est une vieille métaphore contre laquelle nous n'avons rien à dire, sinon qu'il y a l'épée de la Monarchie et l'épée de la République. La France, en changeant la forme du gouvernement, a aussi changé d'esprit. La plupart des officiers tiennent leurs pouvoirs des mains de la royauté ; les uns les ont obtenus par faveur, les autres les doivent à leur mérite ; mais, toujours est-il que la France républicaine ne leur a rien confié. Elle les a maintenus dans leur poste, voilà tout.

Nous ne voulons point séparer l'armée de ses chefs ; mais nous l'engageons à se tenir en garde contre les ambitieux subalternes, qui cherchent à flatter le soldat pour le sacrifier ensuite. En frappant le peuple, l'armée se frapperait elle-même. Le soldat a besoin de son bon sens et de son instinct démocratique pour résister aux séductions dont l'enivre la garde bourgeoise. Il doit se défier même des caresses de ses chefs. Qu'il y prenne garde ! Toute agression imprudente ranimerait un feu qui ne demande qu'à se calmer. Qu'il se défie de ces banquets fraternels où l'excitation se cache sous le masque de la concorde, et où le vin se change bien vite en sang au fond des coupes renversées.

Aux commis du peuple.

SUR LE CUMUL DES FONCTIONS.

On a renvoyé à une commission l'examen du

cumul et naturellement on n'entend plus parler de rien. Pourtant la question du cumul est une des plus considérables du moment, tant à cause des désordres qu'elle a apportés dans la République, qu'en vue de ceux qu'elle amènera nécessairement.

Depuis la fondation de la Commune, nous n'avons cessé de nous élever contre les cumulards ; nous continuerons de remplir cette douloureuse et terrible mission, et notre *Bouche de bronze* protestera jusqu'au dernier moment contre ce dangereux abus.

Examinons la question.

Dans une République, le cumul des places largement rétribuées et propres à donner de l'influence, est-il possible ?

D'abord, quelque soit le génie d'un homme, le gouvernement qui lui concède plusieurs places ne lui donne en même temps ni la vertu des miracles ni le don d'ubiquité. Aussi partout les abus sont monstrueux, le gaspillage surprenant. Sous les yeux distraits du cumulard, les petits employés organisent, désorganisent, destituent, redonnent à leur bon plaisir, répandent partout l'inquiétude, et donnent sans cesse lieu à ces cris : « A bas l'iniquité ! » sous lesquels finissent par tomber les cumulards.

En outre, une place n'est que la spécialisation d'une idée, et le détail que comportent toutes les places proteste contre l'esprit de généralisation en vertu duquel on prétendrait pouvoir en accorder plusieurs à un seul citoyen.

Une place est d'ailleurs en tout temps une faveur, toujours, même pour la vertu et le talent. C'est une vieille monarchie que de dire qu'un bon emploi est une récompense.

Plus dangereux est le cumul des émoluments ; car, pour un seul citoyen qui vit dans le luxe aux dépens de l'État, dix de ses frères, non moins bons administrateurs, financiers, aussi remarquables, officiers d'un talent, souvent supérieur, végètent dans des positions inférieures, ou s'atrophient, tête et cœur, dans la plus horrible misère.

Enfin, le cumul des influences est une de ces plaies dont il y a hâte qu'on purge la France. Il est temps que la pauvreté traite d'égale à égale avec la richesse, que le talent et la vertu soient considérés bien au-dessus d'eux. Le génie, la pureté de la vie, la sainteté du cœur, voilà les influences d'une démocratie !

Songez à tout ceci, commis du peuple, vous qui avez tâche de réformer l'abus du cumul ; comptez sérieusement avec nos paroles, car elles sont le programme de l'avenir, et si vous les oubliez, vous en porterez la peine, vous et les vôtres.

Si la France ne rompt pas avec le cumul, la République deviendra bientôt monarchie, car le cumul est injuste, immoral, hostile à la vraie dignité républicaine, ennemi de la liberté et de l'égalité sociales, attentatoire à la fraternité révolutionnaire, attentatoire au premier de nos dogmes : la souveraineté du peuple !

Louis Blanc.

De quel nom flétrir ces hommes qui sous le régime déchu poursuivaient les démocrates au nom du roi, et qui viennent aujourd'hui, au nom de la République, demander la mise en accusation de leurs victimes d'autrefois ?

Où trouver assez de mépris pour en couvrir ce parti, qui, sous prétexte de défendre l'ordre et la liberté, poursuit de sa haine les plus énergiques défenseurs de l'ordre et de la liberté. Hier, Barbès, Sobrier, Caussidière, avaient l'honneur de ses attaques, aujourd'hui c'est Louis Blanc qu'ils accusent, et pour demain sans doute ils ont préparé le décret de mise en accusation qui doit les délivrer de Ferdinand Flocon et d'Etienne Arago.

Courage, nos maîtres, la position est à vous. Qui pourrait vous retenir ? n'avez-vous pas la force, n'avez-vous pas la loi ? Louis Blanc est coupable ; car dans une société dont le mot d'ordre était : *Enrichissez-vous, le travail est un frein*, il a osé s'occuper du sort des travailleurs. Il y avait des maîtres et des esclaves, il s'est prononcé pour les esclaves ; il s'est posé en antagoniste de nos sénateurs bourgeois. L'idée d'association était le complément de celle de fraternité, en l'émettant ne commettait-il pas un crime de lèse-bourgeoisie, et pour un pareil crime est-il de pardon possible ?

Qu'est-il besoin de chercher des prétextes, des suborneurs et des faux témoins ? n'est-il pas républicain et n'avez-vous pas un procureur du roi pour le poursuivre et demander sa condamnation ? n'est-il pas démocrate, et le bataillon des anciens dynastiques n'est-il pas à l'Assem-

blée nationale disposé à rejeter de son sein les socialistes qui osent troubler le quietisme de la bourgeoisie.

Courage donc, réactionnaires, n'ayez pas peur ; le peuple s'est endormi.

L'Epingole du Citoyen Sobrier.

Le citoyen Fournier-St-Amand, gouverneur Tuileries, et auteur d'une brochure qui se vend des au Palais-National, est un homme fort en rieux à connaître. Il joue au personnage avec une désinvolture et une maladresse qui sentent le parvenu d'une lieue. Voici le certificat qu'il a délivré au citoyen Jousset, boulanger, rue d'Amsterdam, quand celui-ci lui a rapporté l'épingole qu'il avait prise chez Sobrier, le 15 mai, au moment où la maison était mise à sac et à pillage :

Palais national des Tuileries, 20 mai 1848.

Mon cher concitoyen,

J'ai reçu de vos mains le mousquet que vous avez pris le 15 mai chez Sobrier. Vous y êtes entré un des premiers, et c'est, accompagné d'un tambour, que vous avez pénétré dans la chambre à coucher, où vous avez trouvé, dans le cabinet, à droite du lit, ce mousquet en compagnie de beaucoup de fusils de munitions. Il était chargé, et vous en avez retiré neuf balles de divers calibres.

Cette arme, que je dépose momentanément à côté du drapeau de Sobrier, figurera sans doute dans l'instruction.

Dès à présent, je ne puis que vous féliciter du courage et du dévouement que vous avez montrés en ces périlleuses circonstances. Vous en serez loué par tous les bons citoyens, et je voudrais pouvoir dès à présent, faire graver sur ce trophée : « Laisse au citoyen Jousset, en récompense de son intrépidité à l'assaut de la maison Sobrier, le 15 mai 1848. »

Moi qui ai tout vu, et de près, j'en suis meilleur juge que personne.

Salut et fraternité,

Le commandant supérieur des Tuileries,

SAINT-AMAND.

Au citoyen Jousset, à Paris.

Nous laissons à nos lecteurs le soin de commenter et de juger.

Attentat du 24 Février 1848.

On assure que la lecture du réquisitoire adressé aujourd'hui à l'Assemblée par les procureurs de la République contre le citoyen Louis Blanc, a rappelé à leurs devoirs les procureurs du roi, et qu'ils ont, en conséquence, dressé le réquisitoire suivant :

« Nous, procureur général du roi, près la Cour royale de Paris, et procureur du roi près le tribunal de première instance de la Seine.

Requérant, conformément à la loi ;

Considérant qu'une instruction judiciaire est indispensable contre les auteurs et les complices de l'attentat du 24 février contre la représentation nationale ; que des faits et documents recueillis, et notamment des déclarations officielles des députés Lamartine, Marie, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin, Arago, Crémieux, Portalis et autres, il résulte des à présent présomption grave que lesdits députés ont pris part à l'envahissement et à l'oppression de la chambre des députés ;

Considérant que de leur aveu lesdits Lamartine, Ledru-Rollin et Marie ont parlé plusieurs fois au peuple qui avait envahi l'Assemblée, et qu'à la suite de ces allocutions ils ont été l'objet d'une ovation de la part des rebelles dans l'enceinte de la chambre ;

Considérant que l'envahissement et l'oppression de l'Assemblée sont de nature à constituer le crime d'attentat, ayant pour but soit de détruire, soit de changer le gouvernement, crime prévu par l'art. 87 du Code pénal ;

Requérons, en conséquence, qu'il plaise à la chambre des députés autoriser les poursuites contre MM. Lamartine, Marie, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin, Arago, Crémieux, etc., et l'application contre eux, s'il y a lieu, des dispositions du Code d'instruction criminelle et du Code pénal.

Fait au Palais de justice, le 31 mai 1848.

Signé : DELANGE, procureur général ;

et BOUCLY, procureur du roi.

(La Vraie République.)



Le 31 mai!

La séance de l'Assemblée nationale a été presque aussi orageuse qu'une séance de la Convention, et ce n'est pas le seul rapprochement qu'il nous soit donné de faire. Le 31 mai 1848 a été un jour de proscription comme le 31 mai 1793, avec cette différence pourtant que les victimes désignées à l'accusateur public ne sont plus les Girondins; ce sont les SOCIALISTES aujourd'hui.

Les modérés ne dormiront pas en paix tant que Louis Blanc siégera parmi eux. Quatre de ses collègues ont eu le triste courage de solliciter des poursuites contre lui.

Le procureur général Portalis a cru devoir demander à l'Assemblée une autorisation à cet effet.

Livrera-t-on Louis Blanc!

Le livrera-t-on à ces hommes du lendemain que la peur enivre de colère, et auxquels les idées font ombrage?

D'après ce qui s'est passé dans plusieurs bureaux, il est permis de n'être pas très rassuré sur le dénouement; car il y avait là des hommes de fiel et de haine qui, l'œil tourné vers le donjon de Vincennes, arboraient sans vergogne le drapeau de la réaction. En vain il a été démontré en pleine Assemblée que la conduite de Louis Blanc dans la journée du 15 mai avait été irréprochable; les ennemis de la République ne veulent rien entendre; ils demanderaient la tête du socialiste, n'était ce malheureux décret qui abolit la peine de mort en matière politique; — ils seront obligés de se contenter à moins.

Et tandis que ces accusations se produisent, tandis que les *satisfait* du Marais jettent aux idées leur gant de bataille, il se passe en dehors de l'Assemblée des faits inouïs; on ne se borne plus à crier: *Vive la régence!* on affiche insolument sur les murs la candidature du prince de Joinville!

Eh bien! républicains bourgeois, que dites-vous de votre œuvre, à présent? Ne sentez-vous rien peser sur votre conscience? Pactiserez-vous longtemps encore avec les anciens amis de la royauté?

Ah! prenez garde, et n'oubliez pas que le 31 mai amena le 9 thermidor.

La proscription appelle la proscription.

### C'est bien heureux!

Des poursuites sont ordonnées contre le signataire et l'imprimeur d'une affiche placardée ce matin sur les murs de Paris, et proposant la candidature du prince de Joinville. Cette affiche est factieuse, puisqu'aux termes du décret récemment rendu par l'Assemblée nationale, le territoire français est interdit à tous les membres de l'ex-famille royale.

A propos de l'arrestation de Lacambre, on dit dans tous les journaux: *qu'il a été arrêté par M. Bertoglio, assisté de gardiens de Paris, déguisés.*

L'institution des gardiens de Paris, due à Caussidière, était une bonne et civile chose. C'était l'organisation politique et constitutive de l'ordre et de la sécurité dans la cité. En faisant de ces gens là des agents de police, on tue l'institution, on revient au système mixte de la police militaire par les gendarmes et les sergents de ville. — On voue au mépris public cette classe de citoyens, que leur mandat, circonscrit dans des limites honnêtes, devait rendre l'objet de la sympathie publique. — Il n'y a pas d'ordre possible sur la voie publique quand l'agent de la surveillance est un objet de mépris ou de haine. — A chaque jour il y avait lutte avec les sergents de ville, parce qu'ils faisaient un double métier: l'un avoué et public, l'autre occulte et mystérieux... On oubliait dans les bals les danses excentriques, parce que c'était un moyen de narguer des agents de surveillance, méprisés. — On faisait un tumulte affreux dans les salles de spectacle, parce que c'était un moyen de se mettre aux prises avec les gendarmes, et que le gendarme, pour le peuple, était la personnification de la basse police. — Aujourd'hui les bals publics sont presque décents, les représentations théâtrales sont paisibles... les foules sont sans passions hostiles, parce que les agents de la police sont des citoyens honnêtes, et qu'on respecte la loi à cause d'eux. — Si vous faites des gardiens de Paris des mouchards et des agents d'arrestation publique... vous les livrez au mépris... de là recrudescence de bruit et de désordre.

Le citoyen Trélat s'égare avec sa nouvelle organisation des ateliers, en établissant le travail à la tâche. Si les ateliers étaient organisés seulement pour les terrassiers et les hommes habitués au labour fait à la pioche, à la bêche, — ce serait de toute justice, peut-être, de donner plus à celui qui fait davantage... Mais, dans les ateliers nationaux, ou plutôt dans les ateliers de terrassements, car on ne fait pas autre chose, il y a des bijoutiers, des tailleurs, des hommes de lettres... Ils acceptent cette aumône déguisée; mais, est-il juste, est-il humain de l'amoindrir pour ceux qui n'ont jamais manié la pioche?... Est-il possible que ces bras là valent ceux qui ont l'expérience du travail spécial, qu'on généralise faute d'autres ressources?

Lisez les archives de la police de Peuchet, ce grand répertoire des illégalités, des violences, des actes arbitraires de l'ancienne royauté, vous ne trouverez pas sous d'Argenson, Berry ou Sartines, l'exemple d'un fonctionnaire déporté sous le prétexte d'avancement dans ses fonctions. C'est à la police républicaine de 1848 qu'il était réservé de créer ce perfectionnement.

Dans un de nos précédents numéros, nous avons confondu le citoyen Durand de Saint-Amand, ex-maire du 1<sup>er</sup> arrondissement, et aujourd'hui préfet du Nord, avec le citoyen Fournier Saint-Amand, gouverneur des Tuileries et auteur de la brochure pleine d'erreurs, d'inexactitudes et de faussetés, qui faisait l'objet de notre article. — Nous ne connaissons pas le citoyen préfet du Nord, par conséquent nous n'avons rien à lui reprocher. Nous espérons que les Flamands, qui sont appelés à le connaître, n'auront qu'à se louer de lui, et que ce premier préfet républicain fera pour ce beau pays tout ce qu'il a droit d'attendre de la République.

Les bureaux de l'Assemblée, auxquels a été renvoyée la demande en autorisation de poursuites contre Louis Blanc, ont nommé les membres de la commission. Ils n'ont pas voulu discuter, aucun élément d'appréciation ne leur ayant été fourni. Les commissaires ont été désignés dans un esprit d'examen, sans parti pour ou contre l'autorisation.

### Correspondance.

Paris, 31 mai 1848.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyens rédacteurs ou amis,

Je vous écris pour protester contre des actes indignes qui ont été commis à la Commune de Paris, dans la journée du 15 mai, par des hommes qui se disent les soutiens de l'ordre, et qui ont eu l'audace de piller et maltraiter des citoyens dévoués à la cause démocratique.

Nous regardons, mes frères et moi, le citoyen Sobrier comme le digne défenseur du peuple et de la liberté. Nous respectons la loi, mais protestons contre la force brutale qui s'est emparée de lui pour le jeter en prison. Espérons que notre bon Sobrier nous sera bientôt rendu.

Continuez à éclairer le peuple et à l'instruire.

Salut fraternel. LOUIS BACHÉ, ouvrier ébéniste.

### Actes officiels.

Le ministre de l'intérieur arrête:

Le maire de Paris et le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine se concerteront pour les propositions relatives aux pensions, secours et indemnités qui devront être accordés aux gardes nationaux blessés et aux veuves et aux orphelins de gardes nationaux tués à Paris dans la soirée du 15 présent mois.

Ces propositions seront soumises au ministre de l'intérieur, pour servir d'élément à un projet de loi ouvrant un crédit spécial, avec cette destination, au budget de 1848.

Paris, le 29 mai 1848.

RECURT.

Un arrêté du Gouvernement, en date du 30 mai, contient les dispositions suivantes:

Art. 1<sup>er</sup>. L'administration de la justice, en Algérie, rentre dans les attributions du ministère de la justice.

Art. 2. L'instruction publique, en Algérie, rentre dans les attributions du ministère de l'instruction publique.

### Revue des Journaux.

Il règne aujourd'hui, chez certains esprits, une véritable monomanie d'arrestation et d'emprisonnement.

En prison! en prison! c'est le mot d'ordre de ces monomanes.

En prison les républicains! En prison les communistes! En prison ceux qui crient: *Vivent la Pologne!* En prison ceux qui demandent l'organisation du travail!

Que l'on arrête, que l'on emprisonne, que l'on enlève tous les hommes dangereux! et la patrie sera sauvée, et la prospérité va renaître, et la société régénérée va trouver enfin le calme et le bonheur!

C'est ainsi qu'ont toujours déraisonné les réactionnaires de toutes les époques.

Aveugles! Est-ce qu'on emprisonne les idées? Est-ce qu'en arrête la loi du développement social? Est-ce qu'on enlève les besoins d'amélioration et de progrès?

Imprudents! Au lieu d'utiliser les eaux du fleuve, vous en barrez le cours; les eaux vont grossir, et si vous ne savez pas leur ouvrir un passage, elles vous emporteront certainement un jour!

(La République).

— Les dénonciations sont enfin arrivées à leur but et la réaction commande. Les procureurs généraux et autres de la République ont demandé la mise en arrestation de Louis Blanc!

Si nous ne nous trompons, ce sera le quatrième représentant du peuple en prison.

Que voulez-vous? le prince de Joinville, le bien-aimé de la branche cadette des Bourbons se présente comme candidat à la députation dans Paris, il est juste que ceux qui l'ont chassé à la tête du peuple aillent croupir dans les geôles.

Nous apprendrons peut-être demain la nomination du comte Tanneguy-Duchâtel à la préfecture de police.

(Réforme.)

— Les affaires d'Italie se compliquent chaque jour; les horribles massacres dont les Bourbons de Naples ont ensanglanté leur capitale et la révolution qui en a été la suite nous prouvent une fois de plus quelles affreuses catastrophes les peuples se préparent en s'abandonnant avec une folle confiance aux promesses des rois qu'ils ont vaincus. Le moment n'est peut-être pas éloigné où le cas d'intervention fixé par la politique modérée mais résolue de la France se présentera; il est du devoir du gouvernement de se préparer à cette éventualité sans retard. Les déclarations du gouvernement sur la situation de notre armée des Alpes ont obtenu l'assentiment de l'Assemblée nationale et rassuré le pays. Nous savons qu'au premier signal, une armée nombreuse peut franchir les Alpes et décider du sort de l'indépendance italienne; mais pour mieux accomplir ce grand œuvre, il faut que des forces maritimes imposantes fassent respecter le pavillon français dans la Méditerranée, et puissent se présenter avec autorité sur toutes les côtes de la Péninsule. On ne peut douter de la vaillance de nos équipages, de l'habileté et de la bravoure du chef qui commande notre escadre. Mais la flotte de l'amiral Bandin est insuffisante pour faire face à toutes les éventualités: elle n'est que de 7 vaisseaux; il faudrait y joindre tous ceux dont on peut disposer à Toulon. Or, si nous sommes bien informés, il y a dans ce port 5 vaisseaux en commission de rade, qui, avec de l'activité et de la bonne volonté, peuvent être complètement armés avant 15 jours. Nous soumettons ces courtes réflexions au patriotisme de la commission exécutive et du ministre de la marine. (National.)

### Départements.

On nous écrit de Caen, pour nous signaler un nouvel exemple de cumul. — C'est un fait qui se passe dans les départements.

« Un chef de service, un directeur de l'enregistrement de première classe, par exemple, touche un traitement fixe de 12,000 fr. par an; en outre, il reçoit 7,500 fr. pour payer convenablement les employés qui travaillent dans ses bureaux. Eh bien! que fait le directeur? Au lieu de 5 ou 6 employés nécessaires pour que tout marche bien, il en prend 3 ou 4, les pousse et ne les paie que le moins possible: il est des pères de famille qui ne reçoivent pas 35 ou 40 fr. par mois. Il suit de là que le directeur prélève sur ses employés plus de 4,000 fr. par an, c'est-à-dire plus de la moitié de la somme qui leur est destinée; et dans toutes les administrations il en



est de même; et cela existe depuis longues années, et cela continue. N'est-ce pas là un abus criant? Est-ce que tout homme qui travaille dans une administration ne devrait pas être commissionné et payé directement par elle? Une si simple tournée de timbre extraordinaire appartient à l'État et un employé de direction intelligent et laborieux reste toute sa vie l'esclave d'un chef égoïste, en attendant la retraite, c'est-à-dire l'hôpital. Aujourd'hui qu'il est question de l'organisation, ne pourrait-on également s'occuper d'organiser les bureaux.

**MIRIBEL ET TRÉVOUX.** — Des troubles graves ont éclaté à Miribel et à Trévoux. Des ouvriers des chantiers nationaux, auxquels l'autorité voulait reprendre des munitions de guerre qu'ils avaient en leur possession, firent résistance, et s'emparèrent du procureur de la République, du maire et du juge de paix. Mais l'avocat général Loyson s'étant transporté sur les lieux avec un bataillon de troupes de ligne et un escadron de cavalerie, les principaux auteurs de ce crime ont été arrêtés, et le désarmement de tous les révoltés a été opéré. Les ouvriers ont été ramenés à Lyon, musique en tête, et écroués à la prison de Roanne par la bourgeoisie.

Pendant le trajet des prisonniers, de Saint-Clair à Roanne, la police a arrêté plusieurs autres individus qui cherchaient à délivrer leurs camarades.

(Peuple souverain de Lyon.)

**SAINT-CLAUDE.** — On nous écrit de St-Claude :

Lundi, 22 mai, trois cents ouvriers quittèrent leurs chantiers de la rampe d'Etable, à la rectification de laquelle ils travaillent depuis 5 ou 6 jours. Armés de leurs pioches et de leurs pelles, ils débouchèrent tout à coup dans le faubourg, montèrent la Poyat en silence et en ordre de bataille, et traversèrent la rue du Pré. Arrivée devant l'hôtel de la sous-préfecture, la colonne s'arrêta. Cinq ou six ouvriers se détachèrent des leurs et vinrent au nom du peuple qui les déléguait réclamer auprès du sous-préfet l'augmentation de leur salaire, trop minime pour satisfaire à leurs besoins et à ceux de leurs familles. En effet, ce salaire venait d'être fixé par ordonnance du préfet : le minimum à 60 c., et le maximum à 1 fr. 40 c. pour la journée, quel que fût le travail.

Le sous-préfet, frappé de la justice de leurs réclamations, leur promit d'y faire droit, et d'en déférer sur le champ au préfet. Satisfaits des assurances qui leur furent données, les ouvriers retournèrent à leur travail dans le même ordre qu'ils étaient venus, et la ville rentra dans le calme.

A Saint-Claude comme ailleurs, on s'indigne de voir l'Assemblée nationale s'occuper de questions si puériles le plus souvent, et de n'avancer que fort peu dans la résolution des grandes questions sociales qui lui sont soumises.

## Nouvelles étrangères.

### Angleterre.

Les chartistes de Londres et les partisans du rappel de l'union avec l'Irlande se sont livrés avant-hier à quelques démonstrations tumultueuses en apprenant la condamnation de M. John Mitchell. Ils s'étaient rassemblés au nombre d'environ 10,000. La police, craignant une manifestation dangereuse en les voyant se diriger sur Buckingham-Place, leur a barré le passage de ce côté et les a forcés à retrograder derrière la Cité, près de Finsburg-square. Les constables sont parvenus à les disperser, mais on craint une nouvelle réunion pour mercredi soir.

### Italie.

Voici des nouvelles fort graves de Venise en date du 24, parvenues à la Gazette piémontaise du 27. Il ne s'agirait de rien moins que du blocus des forces navales autrichiennes de l'Adriatique, dans les eaux de Trieste, par la flotte combinée sardo-napolito-vénitienne.

Nous n'osons trop croire à une aussi bonne prise. Nous tenons de bonne source les nouvelles suivantes :

Un bateau à vapeur de guerre napolitain qui arrive de Trieste raconte :

A l'arrivée dans les eaux de Trieste de la flotte auxiliaire sardo-napolito-vénitienne, les forces navales autrichiennes qui, par un heureux hasard, se trouvaient hors de Pola, sans avoir su profiter du temps pour rentrer dans ce port, furent contraintes de se réfugier à Trieste, où les navires alliés vinrent alors les bloquer. Les commandants demandè-

rent alors au gouverneur la consigne des bâtiments de guerre appartenant à la marine de Venise, sous menace, en cas de refus, de les prendre de force. A cette intimation, le gouverneur demanda vingt-quatre heures pour se décider. C'est-à-dire, à six heures, expiera le délai accordé, et demain nous pourrions donner des détails sur le résultat de cette affaire.

### Suisse.

— La Suisse continue ses préparatifs de défense. Le conseil de la guerre propose d'organiser l'armée fédérale en 8 divisions et 34 brigades, plus 4 brigades d'artillerie de réserve, 15 compagnies de cavalerie de réserve, etc. Bâle et Genève seraient armées.

## Faits divers.

A compter d'aujourd'hui, 1<sup>er</sup> juin, le prix du pain dans Paris continuera d'être payé ainsi qu'il a été fixé pour la deuxième quinzaine de mai, par ordonnance du 15 du même mois, savoir :

Le pain de 1<sup>re</sup> qualité, à 88 c. le kilogr.

Le pain de 2<sup>e</sup> qualité, à 20 c. le kilogr.

— Le bruit court que c'est M. de Mornay qui a souffleté le général Courtais et lui a arraché ses épaulettes le 15 mai au Palais-Bourbon. Partout la liste de souscription, ouverte pour donner une épée d'honneur au général Courtais, se couvre de signatures, non pas à cause de l'homme, mais à cause de la violence infâme dont il a été victime.

(Représentant du Peuple.)

— On nous signale la conduite arbitraire de certaines patrouilles de gardes nationaux. Des citoyens inoffensifs sont arrêtés sans motifs plausibles, conduits dans les corps-de-garde, transférés à la préfecture de police, et relâchés après une incarcération de trente-six à quarante heures. Les citoyens Vidal et Prat ont été mis en état d'arrestation, de par le bon plaisir des soldats bourgeois. Ces deux citoyens avaient commis le délit de ne s'être pas rangés assez promptement sur le trottoir que parcourait une patrouille. Ils n'ont été mis en liberté qu'après deux nuits et un jour de prison. Avis au républicain qui aime sa liberté!

— On annonce que le gouverneur général de l'Algérie a écrit au ministre des Affaires étrangères pour lui donner avis que des agents anglais parcourraient les principaux points du littoral de nos possessions d'Afrique et des côtes de Barbarie, pour agir sur l'esprit des populations et combattre, par des voies souterraines, l'influence de la France.

(Courrier français.)

— On lit dans la Presse :

« Le sieur Lucien de la Hodde, dont on se rappelle l'aventure, et qui était détenu à la Conciergerie, vient d'être claudesimement élargi.

» Pourquoi? »

— Le prince Louis-Napoléon Bonaparte suivait de près la lettre qu'il adressait, de Londres, le 25, à l'Assemblée nationale. D'après des renseignements que nous avons lieu de croire exacts, le prince était, il y a deux jours, à Paris. Des injonctions de l'autorité, aussi formelles que pressantes, l'auraient forcé à quitter immédiatement la capitale. (Patrie.)

— On nous raconte qu'hier au soir, M. Clément Thomas, commandant de la garde nationale, est allé haranguer les groupes, qui stationnaient à la porte Saint-Denis et à la porte Saint-Martin. « Mes enfants, a-t-il dit aux premiers groupes, que voulez-vous? La République. — Moi aussi. — Nous voulons la République démocratique (c'est le mot du jour). — Je la veux également. — Mais si on ne nous la donne pas? — Alors, je donnerai ma démission, et je marcherai avec vous. »

Cette déclaration a soulevé les applaudissements, et M. Thomas a été emporté en triomphe à la Porte-Saint-Martin, où il a dû parler dans le même sens. C'est d'un témoin auriculaire que nous tenons ce fait.

— Nous pouvons assurer d'une manière positive que, dans la séance de vendredi, la commission du pouvoir exécutif fera présenter à l'Assemblée nationale des projets de décrets sur les attroupements et sur l'affichage. Ces projets eussent été présentés dès demain, s'il y avait eu séance.

(Communiqué.)

— 200,000 cartouches ont été dirigées de Vincennes à l'École militaire, pour être mises à la disposition de l'autorité. Une bonne mesure a été prise à cet égard par l'administration centrale; il n'y a plus que Vincennes qui puisse délivrer de la poudre

et des munitions de guerre. Les forts sont remplis de troupes d'infanterie, et l'on s'occupe à débayer les casernes, où le matériel d'artillerie se trouvait entassé, pour y placer les nouveaux régiments qui sont attendus d'ici à quelques jours.

— On va placer sur le piédestal de la place du palais de l'Assemblée nationale la statue de la Liberté. On sait qu'il avait été préparé pour la statue de Louis XVIII; il a attendu dix-huit ans et plus. On a apposé au piédestal trois bas-reliefs représentant l'Égalité, la Fraternité et la Liberté.

— Le ministre vient d'être informé, par une dépêche télégraphique, de l'arrivée de M. Émile Thomas à Bordeaux.

— Les travaux de restauration, momentanément suspendus aux tours Notre-Dame, viennent d'être repris et sont poursuivis en ce moment avec une grande activité.

Ordre est donné de terminer cette année la restauration des tours et du grand portail.

— On annonce que, pour satisfaire aux demandes continues du commerce, le télégraphe électrique va être employé désormais aux besoins des intérêts particuliers. Un travail a été fait par ordre du ministre pour examiner les questions qui se rapportent à cette application, et ce travail servira, dit-on, de base au décret que doit rendre prochainement, sur ce sujet, la commission exécutive.

### Avis.

BANQUET DU PEUPLE. — FRATERNISATION DES TRAVAILLEURS.

Enfants de la République,

Notre mère est pauvre : les rois et leurs valets se sont tant gorgés des dépouilles de la France ! Mais notre richesse, à nous, c'est la fraternité : ils n'ont pu l'arracher de nos cœurs.

Frères, les valets des rois sont encore debout. Serrons nos rangs !

Devant Dieu qui juge les consciences, qu'une communion fraternelle nous rassemble.

La terre est riche de verdure ; l'herbe des prés nous offre les sièges du banquet populaire.

Pas de dépense inutile, frère. Le repas d'un travailleur ne doit pas dépasser CINQ SOUS : le privilégié ne le permet pas encore.

Et, d'ailleurs, la République veut payer les dettes de la banqueroute royale.

Nous ferons donc un banquet à CINQ SOUS par tête.

Quel est le travailleur qui ne prendra pas place à côté de ses frères ?

Fils du travail, égaux en résignation comme en force, fraternisons !

Pleins de foi dans l'avenir, soyons dignes autant que dévoués. L'Éternel ne doit entendre qu'une seule acclamation, un seul vœu de nos cœurs, un seul cri de l'humanité.

Vive la République démocratique et sociale !

Les commissaires fondateurs :

Ch. Deshayes, L. B. Thomassin, Grossier-Barengé, Leinen, Berrot fils, Rattier.

Montmartre, 28 mai 1848.

S'adresser, pour tous renseignements, au siège du Comité des fondateurs, rue Méhars, 12, près la Bourse. Ecrire franco.

L'affluence des souscripteurs est telle que le comité fondateur a dû doubler le personnel des bureaux, qui sont ouverts tous les jours, même le dimanche, de 9 à 4 heures.

Pour éviter l'encombrement et le temps perdu, les brigadiers ou délégués des ateliers nationaux, les présidents de clubs, les délégués des corporations ouvrières et de l'armée, sont invités à recevoir, par cinquante au moins, les souscriptions, de quelque part qu'elles viennent, et à verser successivement leur produit à la caisse centrale, rue Méhars, 12.

Les soumissions pour les objets de consommation du banquet seront reçues de ce jour au 5 juin prochain.

### Cours gratuit des travailleurs.

Trois fois par semaine, de sept à neuf heures du soir, et le dimanche, de deux à quatre heures.

On s'inscrit rue des Marais, 52.

Il faut savoir LIRE ET ÉCRIRE.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.